

République démocratique du Congo – Situation d'urgence complexe

30 SEPTEMBRE 2023

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION

102,3 MILLIONS	26,4 MILLIONS	6,4 MILLIONS	1,1 MILLION	522 319
Population de la RDC	Population ayant besoin d'aide	Nombre de PDI en RDC	Réfugiés et demandeurs d'asile congolais dans les pays voisins	Réfugiés et demandeurs d'asile en RDC
<i>ONU, août 2023</i>	<i>ONU, septembre 2023</i>	<i>UNHCR, août 2023</i>	<i>UNHCR, septembre 2023</i>	<i>UNHCR, septembre 2023</i>

- Le Comité permanent interorganisations (IASC) a prolongé jusqu'au 31 décembre la mise à l'échelle de l'ensemble du système pour l'est de la RDC, facilitant ainsi la mobilisation continue de ressources et de personnel supplémentaires par les acteurs humanitaires dans la région touchée par le conflit. Cependant, le manque de financement continue d'entraver la mise en œuvre à grande échelle. Le Gouvernement des États-Unis reste le plus grand donateur d'aide humanitaire en RDC, avec près de 486 millions de dollars au cours de l'exercice fiscal 2023.
- Les acteurs de l'aide humanitaire appellent à un soutien accru en matière de protection dans les communautés touchées par le conflit, en particulier dans l'est de la RDC, où les cas signalés de VBG, de violations graves à l'encontre des enfants et d'autres incidents de protection ont considérablement augmenté en 2023.
- La violence des groupes armés a entraîné la mort et des déplacements de civils dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu dans l'est de la RDC, ainsi que dans les provinces du Kongo-Central et du Kwango dans l'ouest, en août et septembre.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

En interventions d'urgence en RDC pour l'exercice fiscal 2023

USAID/BHA¹ 553 332 659 \$

Département D'État/PRM² 71 565 105 \$

Total 624 897 764 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 6.

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

L'IASC prolonge la mise à l'échelle du système jusqu'en décembre

Le 14 septembre, le Comité permanent interorganisations (IASC), l'organe de coordination de plus haut niveau du système des Nations Unies, a approuvé une prolongation de trois mois de la mise à l'échelle du système en cours dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu de la République démocratique du Congo (RDC). La prolongation de la mise à l'échelle, que l'IASC a activée le 16 juin en réponse à l'escalade des besoins humanitaires résultant de la crise sécuritaire dans l'est de la RDC, facilite la mobilisation continue de ressources et de personnel supplémentaires pour les efforts de réponse, en particulier pour les populations touchées par la crise du Mouvement du 23 mars (M23) au Nord-Kivu et l'aggravation de la violence des groupes armés dans la province voisine de l'Ituri. L'IASC a identifié la sécurité alimentaire, la santé, la protection et la nutrition comme des secteurs prioritaires pour les quelque 5,5 millions de personnes ciblées dans le cadre de la mise à l'échelle, qui se poursuivra jusqu'au 31 décembre. Le personnel de l'USAID/BHA continue de s'impliquer avec les partenaires des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) dans la capitale du Nord-Kivu, Goma, pour discuter des progrès et de l'efficacité de la mise à l'échelle, notamment en identifiant comment les ressources de l'USAID/BHA peuvent aider à combler les lacunes en suspens conformément aux priorités de l'IASC et en soutenant le plaidoyer humanitaire dans le contexte de la crise. Cependant, les partenaires de l'USAID/BHA signalent que le manque de financement entrave les efforts visant à intensifier adéquatement les opérations et à fournir des résultats tangibles aux bénéficiaires de l'aide. Au 30 septembre, les donateurs n'avaient fourni que 35 % des 2,3 milliards de dollars de financement requis par l'ONU dans le cadre du Plan de réponse humanitaire (PRH) 2023 pour la RDC. Le gouvernement américain reste le plus grand donateur d'aide humanitaire en RDC, contribuant près de 486 millions de dollars au cours de l'exercice 2023. Les contributions du gouvernement américain représentaient également plus de 50 % du financement du PRH 2023 pour la RDC à la fin du mois de septembre, selon l'ONU.

Les acteurs de l'aide soulignent l'aggravation du climat de VBG dans l'est de la RDC

Les acteurs de la santé ont exprimé leur inquiétude quant à l'augmentation des cas signalés de violence basée sur le genre (VBG) en 2023, associée à une augmentation de la violence des groupes armés, à des conditions d'hébergement insuffisantes dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et à des possibilités de subsistance limitées, entre autres facteurs économiques et liés à l'insécurité, qui pourrait indiquer la pire crise de VBG en RDC depuis des décennies. Entre janvier et juin, près de 35 000 survivants de VBG ont eu accès à des services de soutien en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, bien que le nombre réel de survivants soit probablement beaucoup plus élevé en raison des contraintes d'accès et de signalement, ainsi que de la stigmatisation et de la crainte des conséquences sociales du

¹ Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

² Bureau pour la Population, les Réfugiés et les Migrations du Département d'État américain (Département d'État/PRM)

signalement, selon l'ONU. La présence de groupes armés, dont les membres commettent souvent des violences basées sur le genre, constitue un obstacle en matière de soins à la fois pour les acteurs humanitaires et pour les survivants, qui hésitent à porter plainte par crainte de représailles, selon les acteurs de l'aide humanitaire. En outre, la zone de responsabilité (AoR) en matière de VBG, le mécanisme de coordination à l'échelle nationale pour les interventions en matière de VBG dans les contextes humanitaires dirigé par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a signalé que l'accès insuffisant à la nourriture, aux espaces de vie sûrs et aux infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les sites de personnes déplacées de Kigonze et Rhoe en Ituri augmentait le risque de VBG et d'autres violations de la protection pour les femmes et les filles dans les sites au mois d'août. Les conclusions de l'AoR sur les VBG en Ituri reflètent des expériences similaires chez les femmes et les filles dans les sites de PDI à travers le Nord-Kivu, et probablement dans d'autres provinces, en raison de la présence d'acteurs armés, de la rareté des ressources et des conditions de vie dangereuses. Les besoins urgents en matière de sécurité alimentaire, associés à un manque d'activités de subsistance, parmi les personnes déplacées qui s'abritent dans des sites de l'est de la RDC, ont également incité les femmes à s'engager dans des mécanismes d'adaptation nuisibles, tels que le sexe de survie dans les maisons closes et autres établissements, pour acheter de la nourriture et d'autres ressources de base, tandis que les jeunes filles sont soumises à l'exploitation sexuelle. Les organisations humanitaires ont demandé aux donateurs des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre des activités de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre et ont réitéré l'importance d'intégrer des mesures d'atténuation des risques de VBG dans toutes les interventions humanitaires.

Les retours de personnes déplacées dépassent les déplacements dans le Nord-Kivu malgré des violences sporadiques

Entre juin et août, environ 267 000 personnes sont retournées dans leurs régions d'origine dans le Nord-Kivu malgré une augmentation des affrontements entre les éléments du M23, d'autres groupes armés et les Forces armées de la RDC (FARDC), qui ont fait des victimes civiles, augmenté les risques de protection et déplacé environ 81 000 personnes dans la province, selon l'ONU. En dépit des violences sporadiques dans le Nord-Kivu, les personnes ont principalement choisi de rentrer en raison d'un manque important de services de base adéquats, d'aide humanitaire et d'abris dans les sites de personnes déplacées, en particulier près de Goma, et d'une relative accalmie des hostilités des groupes armés dans certaines régions de la province depuis juillet, selon les acteurs de l'aide humanitaire. Cependant, les rapatriés sont également confrontés à des défis, notamment des risques de protection accrus en raison d'une assistance limitée et d'une violence persistante et imprévisible. Récemment, les affrontements entre les acteurs du M23 et les groupes armés locaux dans la collectivité de Bwito, dans le territoire de Rutshuru dans le Nord-Kivu, le territoire qui compte le plus grand nombre de rapatriés dans le Nord-Kivu, ont causé la mort de 11 civils et le vol et l'incendie d'au moins 20 maisons le 7 août, selon les médias internationaux et l'ONU. Malgré les mouvements de retour entre juin et août, près de 2,4 millions de personnes, dont beaucoup ont un besoin urgent de nourriture, de protection et de soutien en matière d'hébergement, sont restées déplacées dans le Nord-Kivu en août, selon l'ONU.

Les violences ont fait plus de 700 morts parmi les civils en Ituri depuis janvier

La violence des groupes armés à travers Ituri, en particulier dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi, a fait au moins 50 morts parmi les civils au cours des deux premières semaines de septembre, ce qui porte le nombre total de morts parmi les civils à 700 depuis janvier, selon l'ONU. Les attaques persistantes ont entraîné des déplacements massifs dans toute la province, les affrontements armés ayant déplacé environ 26 000 personnes dans la zone de santé d'Angumu à Mahagi entre le 30 août et le

3 septembre, selon l'ONU. Récemment, des éléments de la Coopérative pour le développement du Congo, une milice affiliée au groupe ethnique Lendu, ont attaqué plusieurs villages de Djugu accueillant des membres du groupe ethnique rival Hema le 8 septembre, faisant au moins 13 morts parmi les civils et plusieurs blessés, selon les médias locaux. Globalement, les attaques de groupes armés dans l'Ituri continuent de provoquer des déplacements et des violations de la protection, notamment des enlèvements et des incidents de VBG, limitent l'accès humanitaire et empêchent le retour des PDI dans leurs régions d'origine, selon le Groupe sur la protection.³ Les PDI et les rapatriés en Ituri restent la population la plus touchée par les violations de la protection et ont un besoin urgent de nourriture, d'articles ménagers et d'abris.

Les pénuries persistantes d'abris augmentent les risques pour les PDI dans l'est de la RDC

La pénurie actuelle d'abris pour les personnes déplacées dans l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu expose une grande partie des quelque 5,8 millions de personnes déplacées dans les provinces aux dangers environnementaux et aux risques pour la santé et la protection, selon l'ONU. Dans le territoire de Nyiragongo, dans le Nord-Kivu, de fortes pluies et des inondations ont détruit plus de 370 abris abritant plus de 1 800 personnes sur le site de déplacés internes de Bushagara à la mi-septembre. La saison des pluies, qui se produit généralement entre septembre et décembre et entraîne régulièrement des inondations, risque de détériorer davantage les conditions d'hébergement, générant des besoins en nourriture, en protection et en eau, assainissement et hygiène en conséquence, si les sites de personnes déplacées ne reçoivent pas immédiatement une aide d'urgence en matière d'hébergement, selon l'ONU. En outre, les autorités du Nord-Kivu ont ordonné la fermeture de près de 110 centres collectifs, y compris des écoles, dans les territoires de Masisi et de Nyiragongo en août, nécessitant la réinstallation de plus de 226 000 personnes déplacées dans les mois à venir. L'utilisation des écoles comme centres collectifs met les PDI et les communautés d'accueil en concurrence pour l'espace et les ressources dans ces installations, entrave le développement éducatif et présente des risques de protection, car les adultes et les enfants partagent des espaces confinés et les enfants qui ne peuvent pas aller à l'école sont exposés au recrutement de groupes armés, selon le Shelter Cluster.

La violence intercommunautaire dans l'ouest de la RDC exacerbe les risques en matière de protection

La violence intercommunautaire entre les communautés Teke et Yaka reste élevée dans l'ouest de la RDC et continue d'exacerber les risques de protection des civils. Le 17 septembre, des éléments présumés de la milice Mobondo, prétendument affiliée à la communauté Yaka, ont attaqué le dernier village du territoire de Kimvula dans la province du Kongo-Central, causant la mort d'au moins 18 civils, selon les médias régionaux. L'attaque de Kimvula fait suite à une attaque similaire à Kwango qui a causé la mort d'au moins dix civils le 10 août, ainsi que d'autres dans les provinces du Kwilu et de Mai-Ndombe au cours des derniers mois, soulignant le risque de violence dans un contexte d'hostilités soutenues entre les deux communautés de la région. L'attaque la plus récente, qui s'est produite à seulement 193 km au sud-est de la capitale de la RDC, Kinshasa, représente une expansion du conflit Teke-Yaka en dehors du Kwango, du Kwilu et de Mai-Ndombe. Dans l'ensemble, le conflit entre les groupes ethniques Teke et Yaka dans les trois provinces a causé la mort de plus de 3 000 civils entre juin 2022 et juin 2023, selon l'ONU.

³ Le Protection Cluster est l'organe de coordination des activités de protection humanitaire, comprenant des agences des Nations Unies, des ONG et d'autres parties prenantes.

CHIFFRES CLES



379,9 millions \$

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes d'aide alimentaire d'urgence durant l'exercice fiscal 2023



11

Nombre de partenaires de l'USAID/BHA mettant en œuvre des programmes de nutrition essentiels en RDC



15,3 millions \$

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur la santé durant l'exercice fiscal 2023

RIPOSTE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Les partenaires de l'USAID/BHA, notamment le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, continuent de fournir une aide alimentaire d'urgence aux membres des communautés d'accueil, aux PDI, aux réfugiés et aux autres populations à risque d'être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en RDC. Avec près de 379,9 millions de dollars de financement de l'USAID/BHA à ce jour pour l'exercice 2023, les ONG partenaires et les agences des Nations Unies fournissent des transferts en espèces pour des denrées alimentaires, des bons alimentaires et une aide alimentaire en nature, y compris des produits de base fournis par les États-Unis, afin d'aider les ménages à répondre à leurs besoins alimentaires de base. Le PAM a fourni des transferts en espèces à environ 1,7 million de personnes et une assistance alimentaire en nature à environ 1,1 million de personnes entre janvier et juillet.

L'USAID/BHA a fourni près de 28,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2023 pour aider les partenaires à identifier et à traiter la malnutrition aiguë. Afin de soutenir l'amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats nutritionnels à plus long terme, les agences des Nations Unies et les ONG partenaires distribuent également des outils et des semences pour soutenir la production agricole des ménages et mènent des campagnes de sensibilisation aux besoins alimentaires et aux meilleures pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Le partenaire de l'USAID/BHA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a fourni des conseils en matière de nutrition à près de 87 400 mères et aidants d'enfants âgés de deux ans et moins en août. Le financement de l'USAID/BHA vise également à renforcer la coordination des interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, et à veiller à ce que les populations les plus vulnérables bénéficient d'une assistance critique.

SANTÉ

L'USAID/BHA a fourni environ 15,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2023 pour soutenir les ONG partenaires afin d'élargir l'accès des communautés aux services de soins de santé primaires gratuits dans les zones à fort déplacement. Ce soutien comprend l'augmentation de la disponibilité des médicaments et des fournitures essentiels, la formation des travailleurs de la santé, le soutien à la surveillance des maladies et les efforts de réponse. L'USAID/BHA soutient notamment l'achat, la distribution et la formation à l'utilisation de kits de prophylaxie post-exposition, ce qui améliore la gestion clinique des viols dans les installations sanitaires de cinq provinces. L'USAID/BHA finance également les efforts de sensibilisation en encourageant l'adoption des pratiques exemplaires recommandées en matière de santé et d'hygiène pour éviter la propagation des maladies

transmissibles comme le choléra. L'UNICEF, partenaire de l'USAID/BHA, a distribué à plus de 110 000 personnes en août des kits de prévention du choléra comprenant une solution de réhydratation orale, du savon, des bidons d'eau et des produits de traitement de l'eau. En outre, les partenaires du Département d'État/PRM soutiennent les soins médicaux primaires, tels que les soins de santé apportés aux mères et aux enfants, ainsi que l'approvisionnement de matériel et de médicaments essentiels, au profit des réfugiés de la République centrafricaine (RCA) voisine dans les provinces du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi de la RDC. Avec le soutien de l'État/PMR, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a permis à 17 hôpitaux d'effectuer plus de 6 300 opérations et à 20 centres de soins de santé primaires de mener près de 198 000 consultations et de fournir des services de réadaptation physique aux populations touchées par le conflit en RDC de janvier à juin.



17

Nombre de partenaires du gouvernement des États-Unis mettant en œuvre des programmes de protection en RDC

PROTECTION

Alors que les considérations relatives à la protection sont intégrées dans tous les programmes humanitaires du gouvernement des États-Unis, les partenaires de ce dernier soutiennent également la fourniture de services de protection essentiels dans les zones de la RDC touchées par le conflit. L'USAID/BHA a fourni plus de 15,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2023 aux partenaires afin de les aider à mettre en œuvre des activités de protection dans le pays, notamment l'instauration d'espaces sécurisés pour les enfants et les victimes de violence sexiste, ainsi que la fourniture de services de protection de l'enfance et d'aide psychosociale, entre autres activités. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en tant que partenaire du Département d'État/PRM, propose des activités de prévention et de riposte à la violence sexiste, y compris des services de santé mentale et de soutien psychosocial et de sensibilisation aux réfugiés et aux communautés d'accueil à la violence, à l'exploitation et aux abus sexuels. Les interventions du HCR comprennent également des programmes transformateurs au niveau de la communauté, qui sont axés sur le changement des attitudes, y compris chez les hommes et les garçons, qui tolèrent la violence à l'égard des femmes et des filles. Le CICR, avec le soutien de l'État/PMR, a fourni des moyens de subsistance et un soutien psychosocial à plus de 3 800 personnes, dont plus de 1 700 survivantes de violences sexuelles, entre janvier et juin.



27,3 millions

\$

En soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur les abris et les camps durant l'exercice fiscal 2023

ABRIS ET CAMPS

Les partenaires du gouvernement américain jouent un rôle majeur dans la construction d'abris d'urgence pour les personnes déplacées et la gestion des camps destinés aux PDI et aux réfugiés en RDC. Avec plus de 27,3 millions de dollars de financement au cours de l'exercice 2023, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une aide au logement aux PDI et aux rapatriés dans les zones de la RDC touchées par la crise que traverse le pays. Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent également des solutions d'hébergement à plus long terme aux rapatriés dans les zones plus stables,

en complément d'une assistance juridique pour aider les familles à obtenir des terres pour l'agriculture et le logement dans les zones où les PDIP sont relogées. En outre, le HCR, partenaire de l'État/PRM, avait soutenu la construction d'au moins 6 100 abris d'urgence sur des sites de personnes déplacées dans l'est de la RDC, dont plus de 2 640 sur le site de Rusayo II près de Goma en juin 2023, et continue de mener des activités de plaidoyer auprès des autorités locales pour obtenir des terrains supplémentaires afin d'agrandir les sites et d'améliorer les conditions de vie des résidents.



57,9 millions \$

Soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur l'aide en eau, assainissement et hygiène (WASH) durant l'exercice fiscal 2023

WASH

L'USAID/BHA a fourni environ 57,9 millions de dollars de financement au cours de l'exercice 2023 pour soutenir les activités WASH dans tout le pays, en améliorant l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement en vue de réduire la propagation des maladies infectieuses comme le choléra et la rougeole. Les activités soutenues par le gouvernement des États-Unis comprennent la construction et la réhabilitation des infrastructures WASH, y compris les stations de lavage des mains, les latrines, les douches et les points d'eau ; la distribution de kits d'hygiène et d'autres produits WASH essentiels ; et le transport de réserves d'eau d'urgence vers les camps de PDI et de réfugiés. En outre, le CICR a amélioré les conditions WASH d'environ 429 000 personnes entre janvier et juin grâce à des interventions telles que l'approvisionnement en eau potable et l'extension des réseaux d'eau aux sites de PDI près de Goma et la fourniture de matériel de traitement du chlore aux autorités municipales chargées de l'approvisionnement en eau.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- Malgré la mise en œuvre d'un accord de paix en 2003, les combats entre les forces loyales au gouvernement de la RDC et différentes entités armées, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda, le M23, le groupe Maï-Maï et des milices affiliées aux groupes ethniques Hema et Lendu, continuent de faire rage et contribuent à des niveaux élevés d'insécurité et de déplacement des populations dans l'est de la RDC.
- Les violences, l'accès humanitaire restreint, les piètres infrastructures, les recrutements forcés dans les groupes armés et l'accès limité aux terres agricoles et aux marchés traditionnels ont contribué à la dégradation des conditions humanitaires dans plusieurs parties de la RDC, déclenchant ainsi un déplacement interne généralisé et l'exode des populations réfugiées.
- Depuis mars 2022, la reprise des affrontements entre les FARDC et le M23 dans le territoire de Rutshuru a déplacé des centaines de milliers de personnes dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, mettant à rude épreuve les capacités humanitaires dans les zones d'accueil des personnes déplacées. Les personnes déplacées internes sont confrontées à des risques importants de maladie et de protection en raison d'un accès inadéquat aux abris et à d'autres formes d'aide d'urgence, en particulier dans la périphérie de Goma, où de nombreuses personnes ont fui à la suite de l'escalade du conflit en octobre 2022. Les organisations d'aide humanitaire font également état d'un accès très restreint aux zones du Nord-Kivu contrôlées par le M23, où l'accès aux services de base et à la nourriture est probablement limité.

- Le 4 octobre 2022, la Chargée d'Affaires américaine Stephanie Miley a renouvelé une déclaration de besoin humanitaire pour l'année fiscale 2023 en raison des conditions d'urgence complexes en cours en RDC.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2023^{1,2}

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
USAID/BHA			
ABCom	Aide alimentaire : approvisionnement local, régional et international (LRIP), abris et camps	Nord-Kivu	1 000 000 \$
ACTED	Agriculture ; Aide alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, LRIP, coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA), abris et camps ; WASH	Bas-Uélé, Ituri, Maniema, Nord-Ubangi, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Sud-Ubangi, Tanganyika	22 511 884 \$
African Initiatives for Relief and Development (AIRD)	Abris et camps, WASH	Ituri, Nord-Kivu	3 499 959 \$
Alliance for International Medical Action (ALIMA)	Santé, nutrition, protection, WASH	Ituri, Nord-Kivu	3 500 000 \$
Association Locale pour le Développement Intégral (ALDI)	Assistance alimentaire - LRIP	Ituri	493 140 \$
Caritas Development Goma	Abris et camps, WASH	Nord-Kivu	500 000 \$
Catholic Relief Services (CRS)	Agriculture ; Politique et pratique de réduction des risques en cas de catastrophe ; Redressement économique et systèmes de marché (Economic Recovery and Market Systems, ERMS) ; Assistance alimentaire : transferts en espèces pour des denrées alimentaires, bons d'alimentation, LRIP ; Abris et camps ; WASH	Kasaï-Central, Tanganyika	14 492 214 \$
Concern	Agriculture ; ERMS ; Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires, bons d'alimentation, LRIP ; WASH	Nord-Kivu, Tanganyika	13 596 031 \$
DanChurchAid	ERMS, protection, abris et camps, WASH	Nord-Kivu	6 225 000 \$
DAI	Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA)	Ensemble du pays	250 000 \$
Médecins du monde	Santé, nutrition, WASH	Sud-Kivu	4 500 000 \$
GiveDirectly	Assistance monétaire polyvalente (MPCA)	Nord-Kivu	1 452 132 \$
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)	Assistance alimentaire - LRIP	Nord-Kivu, Tanganyika	14 500 000 \$
iMMAP	Coordination humanitaire, Gestion de l'information et Évaluations (HCIMA)	Ensemble du pays	940 978 \$
Partenaire de mise en œuvre	HCIMA	Haut-Katanga, Haut-Lomani, Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	1 500 000 \$
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	HCIMA, abris et camps, WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	20 000 000 \$
International Rescue Committee (IRC)	Santé, nutrition et protection	Ituri, Nord-Kivu, Tanganyika	7 284 369 \$
Mercy Corps	Agriculture ; ERMS ; Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires, bons d'alimentation ; HCIMA ; MCPA ; Protection ; WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	22 183 673 \$
Norwegian Refugee Council (NRC)	Protection, abris et camps, WASH	Ituri, Nord-Kivu, Tanganyika	4 158 521 \$
Oxfam	WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	5 000 000 \$
People in Need	Agriculture, santé, MPCA, nutrition, WASH	Sud-Kivu	3 000 000 \$

Programme de Promotion de Soins de Santé Primaire	WASH	Nord-Kivu	500 000 \$
Première Urgence Internationale (PUI)	Santé, nutrition, protection, WASH	Nord-Kivu	7 000 000 \$
Rebuild Hope for Africa	Abris et camps	Sud-Kivu	1 000 000 \$
Samaritan' s Purse	Agriculture ; Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires, bons d'alimentation, LRIP ; abris et camps ; WASH	Ituri, Haut-Uélé, Nord-Kivu, Tshopo	17 813 222 \$
Save the Children Federation (SCF)	Santé, nutrition, protection, WASH	Ituri, Nord-Kivu	5 000 000 \$
Swiss Church Aid (HEKS)	Agriculture, ERMS, WASH	Maniema, Sud-Kivu	2 500 000 \$
Tearfund	Agriculture, WASH	Nord-Kivu	5 916 931 \$
Transcultural Psychosocial Organization (TPO)	Assistance alimentaire - LRIP ; HCIMA ; WASH	Sud-Kivu	1 000 000 \$
UNICEF	Nutrition (États-Unis), produits nutritionnels spécialisés en nature	Équateur, Ituri, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Kwango, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	12 481 440 \$
	HCIMA, MCPA, protection, WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	24 366 357 \$
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)	HCIMA	Ensemble du pays	1 250 000 \$
UNFPA	HCIMA, protection	Ensemble du pays	2 599 869 \$
	Aide alimentaire (États-Unis), aide alimentaire en nature	Ensemble du pays	186 742 640 \$
PAM	Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires, LRIP ; HCIMA, nutrition	Bas-Uélé, Ituri, Haut-Katanga, Haut-Uélé, Kasai, Kasai Oriental, Nord-Kivu, Nord-Ubangi, Sud-Kivu, Sud-Ubangi, Tanganyika	99 000 000 \$
	Logistique	Ensemble du pays	7 000 000 \$
Welthungerhilfe (WHH)	Agriculture ; Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires ; MPCA ; Abris et camps ; WASH	Nord-Kivu	3 748 193 \$
World Relief International (WRI)	Assistance alimentaire - LRIP ; abris et camps ; WASH	Nord-Kivu	4 000 000 \$
World Vision	Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires, LRIP ; WASH	Nord-Kivu	20 000 000 \$
	Soutien logistique		656 686 \$
	Soutien au programme		169 420 \$
FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA			553 332 659 \$
DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM			
CICR	Agriculture ; Coordination et gestion des camps ; Éducation ; ERMS ; Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour des denrées alimentaires, bons d'alimentation ; HCIMA ; Santé ; Soutien logistique ; MPCA ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ensemble du pays	23 900 000 \$
UNHCR	Éducation, ERMS, HCIMA, santé, soutien logistique ; MPCA ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ensemble du pays	44 970 105 \$
PAM	Aide plurisectorielle	Ensemble du pays	695 000 \$
World Vision	Santé, Protection	Nord-Ubangi, Sud-Ubangi	2 000 000 \$
FINANCEMENT TOTAL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM			71 565 105 \$²
FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2023			624 897 764 \$

¹ L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement à compter du 4 août 2023 et seront mis à jour avec les chiffres finaux de l'exercice 2023 lorsqu'ils seront disponibles.

² Ce total ne comprend pas le financement de 39,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2023 du Département d'État/PRM pour les réfugiés congolais dans les pays voisins, ce qui porte le total des financements d'urgence du gouvernement américain pour l'urgence complexe de la RDC au cours de l'exercice 2023 à environ 664 millions de dollars.

INFORMATIONS SUR LES DONNS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour obtenir des informations supplémentaires sur ces recommandations, consultez le site suivant :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information d'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante : [usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work](https://www.usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work)